

Dossier n° P7a 090

## MESURES DISCIPLINAIRES

---

### Généralités

---

Autorisation donnée en 1960 aux chefs d'établissements  
d'infliquer des réprimandes -

MINUTE

AC 14/10

Paris, le

Oct. 1943

P 1409

PAI



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION

LE CHEF DU SCE DE L'EXPLOITATI  
LE CHEF DU SCE DELA VOIE ET DE  
BATIMENTS

I PJ.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

A la réunion hebdomadaire chez M. le Direc-  
teur le 6-10-43, je vous ai indiqué ce qui  
avait été fait au Service du Matériel et de la  
Traction pour mettre à la disposition des Chefs  
d'Etablissement des punitions légères (non sta-  
tutaires).

Je vous adresse ci-joint, copie des ins-  
tructions données à ce sujet aux Chefs d'Eta-  
blissement le 8.11.40.



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION

Signé : DESEZ

*Copie pour M. Dupuis*

*Le chef  
Lég. attaché à la Dir. Rég.  
Service Général*

*Je vous envoie la copie pour  
M. Dupuis*

*J. Chassin*

44. 10. 43

16/10/43

Em 8.10  
P 70 09

TOURNEE de M.DUPIN à VIERZON et à BOURGES, le 1er octobre 1943

6°- Les gradés, notamment les Chefs d'Etablissement, souffrent d'un certain manque d'autorité immédiate en matière de sanctions. Ils ne sont, en effet, pas autorisés à infliger sur le champ des sanctions de degré inférieur, tel que le rappel à l'ordre.

Dans notre organisation, toutes les punitions doivent faire l'objet d'une proposition au Chef d'arrondissement; l'étude de ces propositions exige toujours un délai assez long et quand la punition est approuvée son effet moral en est souvent diminué.

A

Extrait pour P

J'ai indiqué, en réunion hebdomadaire du 6.10.43, ce que nous faisons pour mettre à la disposition des Chefs d'Etablissement des punitions légères (non statutaires). M.le Directeur de la Région a approuvé cette mesure; il l'a préconisée aux deux autres Services

*Juiche //* A cet effet, et comme suite à la Réunion hebdomadaire du 6.10.43, leur envoyer copie de notre lettre SE.10.40 du 8.11.40,-  
Copie de notre lettre d'envoi et de son annexe à M.DUPIN

J'ai signalé en outre les retenues sur primes Rowan, spéciales à notre Service.

6.10.43- CARON

Paris, le 8 novembre 1940

P7a 09



SE 10.40

LETTRE adressée aux CHEFS D'ETABLISSEMENT

AGENTS FAUTIFS- INTERVENTION DES CHEFS D'ETABLISSEMENT

La Convention Collective, dans ses articles 51 et 57 (Chapitre X), indique les mesures disciplinaires dont peuvent être frappés les agents commissionnés d'une part, les agents non commissionnés d'autre part (1).

Il arrive que des agents se rendent coupables de fautes qui, sans justifier l'application de ces mesures, méritent cependant d'être relevées et de faire l'objet d'interventions de votre part auprès de ces agents.

Lorsque vous relevez une faute de ce genre ou qu'une telle faute est portée à votre connaissance, vous pouvez, après avoir entendu l'agent fautif, lui notifier votre réprimande en lui faisant vous-même émarger sur le champ un bulletin préparé par votre établissement (2) et conçu, par exemple, comme suit:

Réprimande adressée par le Chef ... (de dépôt ou d'entretien etc)

à ..... (par exemple) l'ouvrier: nom et prénoms à indiquer)

pour .....  
..... (motif de la faute à indiquer, ainsi que la date à laquelle elle a été commise).

..... le ..... 19....  
Le Chef .....  
(de dépôt, ou d'entretien, etc).

Ces bulletins n'ont pas à être classés dans les dossiers des agents; ils sont à conserver au bureau de l'établissement (par exemple, classés par ordre alphabétique, et épinglés ensemble pour un même agent, s'il y a lieu).

- (1) Actuellement, par application du décret-loi du 6 octobre 1939, les dispositions du Chapitre X de la Convention Collective sont remplacées par les dispositions que définit l'Ordre Général N° 22, du 21 octobre 1939.
- (2) Il n'est pas prévu actuellement d'imprimé de ce type.



Cette mesure n'empêche pas les agents gradés sous les ordres immédiats desquels les agents travaillent de noter eux-mêmes, sous telle forme qu'ils préfèrent, les défaillances de ces agents pour lesquelles ils n'estiment pas nécessaire votre intervention.

De plus, cette mesure n'entrave pas l'application des retenues directement applicables par vous dans les conditions que fixent les Notices techniques: 67 T, 68 T, 74 T, 88 T, 89 T, 93 T, etc.

Enfin, la discipline devant être ferme, tout en restant paternelle, les diverses mesures ci-dessus ne doivent pas, bien entendu, empêcher, suivant le cas :

- soit le recours aux sanctions disciplinaires rappelées au début de la présente lettre;--
- soit le recours à vos seules admonestations verbales (sans autre notification) en vue de ramener les agents dans la bonne voie, en tenant compte des circonstances dans lesquelles ils ont commis une faute et de la possibilité d'obtenir d'eux un bon service grâce à de salutaires conseils.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

CARDON

Copie pour M.l'Ingénieur CAMT à ORLEANS. MONTLUÇON. TOURS.  
BRIVE. BORDEAUX. TULOUSE.  
BEZIERS

Copie pour M.l'Ingénieur chef des Ateliers de  
TOURS . PERIGUEUX. BORDEAUX

Copie pour A<sup>1</sup> - A<sup>2</sup> - B. C. D. E. F. H.I.M.<sup>2</sup>  
Copie pour Bureau de Dactylographie.

en lui faisant enarger sur le champ, un bulletin préparé par votre établissement ~~de~~ (2) et  
compte, par exemple, comme suit :

Réprimande adressé par le Chef... (du Dépôt, ou d'Exécution, etc.)

à ----- (par exemple, l'ouvrier à ----- nom et prénoms à indiquer)

pour -----

----- (motif <sup>de la faute</sup> à indiquer, ainsi que la date à laquelle elle  
a été commise).

le ----- 19--

Le Chef P. .... (du Dépôt, ou d'Exécution, etc.)

Ces bulletins n'ont pas à être classés dans les dossiers des agents; ils <sup>sont à</sup> ~~seront~~  
~~être~~ conservés au bureau de l'établissement (classés par ordre alphabétique, et épinglés  
ensemble pour un même agent, s'il y a lieu). <sup>par exemple,</sup>

Cette mesure n'empêche pas les agents gradés sur les ordres immédiats de quels  
les agents travaillant de noter eux-mêmes, sous telle forme qu'ils préfèrent,  
les déficiences de ces agents pour lesquelles ils n'ont ni les moyens, ni le  
temps d'intervenir.

(2) Il n'est pas prévu actuellement d'imprimer de ce type


De plus, cette mesure n'entraîne pas l'application des retenues ~~sur~~  
directement applicables sur leurs dans les conditions que fixent les  
Notus techniques ~~67T, 68T, 74T, 88T, 89T, 95T etc.~~

Enfin, la discipline devant être ferme, tant en ce qui concerne ~~la~~  
<sup>donner</sup> les mesures ci-dessus ne doivent pas, les entendre, enfreindre, sous  
le cas ;

sont le recours aux sanctions disciplinaires rappelés au début  
de la présente lettre ; -

Sont ~~les~~ <sup>à</sup> ~~administrations~~ <sup>verbaux</sup> (sans autre notification) en me de ~~ce~~  
~~ramener~~ <sup>ramener</sup> les agents dans la bonne voie, en tenant compte des circonstances  
dans lesquelles ils ont commis une faute et de la possibilité d'obtenir  
d'eux un bon ~~travail~~ <sup>service</sup> grâce à de saluaires conseils

Le Chef du P-hé T

  
8-11-40



106312

PARIS, le

novembre 1940

P7a 09

Projet

10-40  
SE 2-40

LETTRE ADRESSEE aux CHEFS D'ETABLISSEMENTS

Agents fautive - Travaux des chefs d'Etablissement

(Chapitre X)

La Convention Collective, dans ses articles 51 et 57, indique les mesures disciplinaires dont peuvent être frappés les agents commissionnés d'une part, non commissionnés d'autre part, le Rappel à l'Ordre constituant la sanction la plus minime.

Or, il arrive que des agents se rendent coupables de fautes bénignes (négligences, étourderies) qui, sans justifier le R.O., méritent cependant d'être notées pour être prises en considération notamment dans le cas de récidive.

Les Chefs d'établissement ont opéré jusqu'ici de manières différentes pour prendre note des observations qu'ils sont ainsi amenés à faire à leurs agents.

Dans un but d'unification, j'ai décidé que, dorénavant, les observations en question seraient portées sur une ~~feuille~~ <sup>Reprimande</sup> du modèle ci-joint, "Réprimande pour....." qui serait présentée pour émargement, par le Chef d'établissement, aux agents fautifs.

En aucun cas, ~~les observations en question~~ <sup>ce état</sup> ne devra être classé au dossier de l'agent.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

(1) Actuellement, par application du décret-loi du 6 octobre 1939, les dispositions du Chapitre X de la Convention Collective sont remplacées par les dispositions qui définissent l'ordre Général N° 29, du 21 octobre 1939.

Copie pour MM. les I.C.A.M.T. et MM. les chefs de Divisions  
Copie aux Divisions et Subdivisions  
pour A, B, C, D, E, F, H, I, M, P.

(voir le personnel sur 2 feuillets)

L'application de  
ces mesures,

de faire l'objet  
d'interventions de votre part  
dans les établissements  
auprès de ces agents.

Lors que vous relèvez une  
faute de ce genre  
ou que vous notez une  
faute portée à votre  
connaissance, vous  
devrez, après avoir entendu  
l'agent fautif, lui notifier  
votre réprimande,

voir l'ordre sur personnel  
sur 2 feuillets